



CIBLEX: NOS EMPLOIS NE DOIVENT PAS PAYER LE PRIX DE LEURS ÉCHECS!

COMMUNIQUÉ DE LA CGT CIBLEX • RÉUNIONS DES 7 ET 8 OCTOBRE 2026

CIBLEX, C'EST NOTRE ENTREPRISE, NOTRE HISTOIRE ET NOTRE SAVOIR-FAIRE!

Ciblex est un acteur historique du transport express en France. Depuis des années, ce sont les salariés qui font vivre cette entreprise. Grâce à notre expérience, à notre expertise opérationnelle, à notre connaissance des clients et à notre engagement quotidien, nous avons contribué à construire un réseau national spécialisé, reconnu pour sa réactivité et la qualité de ses prestations.

Ce réseau, cette expérience et ces compétences ne sont pas apparus par hasard. Ils sont le fruit de décennies de travail, d'investissement humain et de savoir-faire collectif.

Ciblex, ce n'est pas seulement une marque ou un réseau logistique. Ciblex, c'est avant tout les femmes et les hommes qui la font fonctionner chaque jour. Et aujourd'hui, c'est précisément ces salariés que la Direction entend sacrifier

DES CHOIX STRATÉGIQUES CONTESTABLES DONT LES SALARIÉS PAIENT AUJOURD'HUI LE PRIX

Pendant des années, nous avons subi les orientations stratégiques imposées par le groupe Walden. Avec le projet Osmose et la volonté de développer la livraison aux particuliers, la Direction a fait le choix de réorienter Ciblex au détriment de ses marchés historiques, de ses activités traditionnelles et de son savoir-faire.

Pour la CGT, cette stratégie a contribué à fragiliser notre entreprise, à affaiblir notre positionnement commercial et à détourner des moyens qui auraient dû servir à consolider nos activités. Le développement annoncé ne s'est pas concrétisé comme prévu. Aujourd'hui, quelle est la réponse de la Direction ? Un projet de suppression de 138 postes !

Mais qui a décidé de ces orientations ? Qui a porté cette stratégie ? Qui a engagé l'entreprise dans ces choix ? Qui a bénéficié de la cession des activités Santé du groupe, pour un montant annoncé de plus d'un milliard d'euros ? C'est le groupe Walden certainement pas les salariés !

Pourtant, ce sont eux qui risquent aujourd'hui de perdre leur emploi, de subir une dégradation de leurs conditions de travail ou de devoir assurer davantage de missions avec moins de moyens. La CGT refuse que les salariés soient désignés comme la variable d'ajustement des échecs stratégiques de leurs dirigeants.

Ce ne sont pas nos métiers, nos compétences ou notre engagement qui ont fragilisé Ciblex. Ce sont des choix de gestion et des orientations que nous sommes en droit de contester.

UN MOIS DE PROCÉDURE: DES QUESTIONS, DES ALERTES ET TOUJOURS PAS DE RÉPONSES SATISFAISANTES!

Cela fait maintenant un mois que la procédure est engagée. Depuis son ouverture, les représentants du personnel multiplient les questions, les demandes de justification et les alertes sur les conséquences du projet.

Nous interrogeons la Direction sur les volumes d'activité, les effectifs, les organigrammes, les transferts de missions, les ratios de productivité et la capacité réelle des agences à fonctionner dans la nouvelle organisation.

Nous demandons des chiffres fiables, des explications précises et des démonstrations vérifiables. Nous avons trop souvent le sentiment que nos interrogations sont écartées plutôt que véritablement examinées.

Nous faisons face à des interlocuteurs dont la connaissance des métiers, du fonctionnement des agences et des réalités quotidiennes du terrain nous paraît insuffisante pour mesurer pleinement les conséquences humaines et opérationnelles de cette réorganisation.

Lorsque nous contestons les hypothèses présentées, lorsque nous demandons des justifications ou lorsque nous défendons une autre vision de l'avenir de Ciblex, nous nous heurtons à une attitude que nous ressentons comme du mépris.

La Direction donne le sentiment que son objectif n'est pas de remettre le projet en discussion, mais de le mener jusqu'au bout, quelles qu'en soient les conséquences. Pour la CGT, cette situation est inacceptable.

NOUS REFUSONS UNE CONCERTATION DE FAÇADE!

La CGT ne confond pas la multiplication des réunions avec une véritable négociation. Informer les représentants du personnel d'un projet déjà ficelé ne signifie pas négocier. Présenter des tableaux, des objectifs financiers et des organigrammes ne suffit pas à démontrer que les suppressions de postes sont nécessaires ou que la future organisation sera viable.

Nous refusons que le prétendu « dialogue social » ne serve qu'à donner, auprès de la DREETS, une apparence de légitimité à des décisions déjà prises par la Direction, alors même que les arguments et les revendications des représentants du personnel ne sont pas réellement pris en compte.

Notre rôle n'est pas d'accompagner docilement la destruction de nos emplois.

Notre rôle est de contester les choix qui vont à l'encontre des intérêts des salariés, d'exiger des justifications, de défendre des alternatives et de porter les revendications des salariés.

Nous ne sommes pas là pour discuter uniquement des modalités d'application d'un plan de suppressions de postes.

Nous contestons ce projet dans son principe même.

Pour la CGT, les salariés doivent pouvoir peser sur les décisions qui engagent leur avenir. Et lorsque leurs revendications ne sont pas entendues, c'est par l'action collective et le rapport de force que nous devons nous faire respecter.

Nous ne demandons pas à être simplement écoutés. Nous exigeons que nos arguments soient examinés et que les choix de la Direction puissent être remis en cause.

SUPPRIMER DES POSTES NE FAIT PAS DISPARAÎTRE LE TRAVAIL!

La Direction présente une nouvelle organisation fondée sur des transferts d'activité, des regroupements d'agences, des modifications d'organigrammes et des objectifs de productivité.

Mais une question essentielle demeure :

Comment prétendre maintenir la qualité du service et les conditions de travail en supprimant des postes sans démontrer précisément comment les missions seront assurées demain ? Qui réalisera le travail des salariés dont les postes seront supprimés ? Comment les agences reprendront-elles les activités transférées ? Comment les équipes pourront-elles absorber les nouvelles charges de travail ? Quelles seront les

conséquences sur les horaires, la polyvalence imposée, les risques psychosociaux et la qualité des prestations ?

Nous constatons déjà des différences importantes entre les organisations d'agences. À des niveaux de charge de travail comparables, les effectifs, les métiers et les structures hiérarchiques peuvent être très différents.

Ces écarts nécessitent des explications sérieuses. Ils ne peuvent pas être balayés par de simples objectifs théoriques de productivité. Un ratio ne remplace pas une analyse du travail réel.

La CGT refuse que la recherche d'économies se traduise par une intensification du travail, une dégradation des conditions de travail et une mise en difficulté des salariés qui resteront dans l'entreprise.

Nous refusons que les suppressions d'emplois d'aujourd'hui deviennent la surcharge de travail de demain.

DERRIÈRE LES 138 POSTES MENACÉS, IL Y A DES FEMMES, DES HOMMES ET DES FAMILLES !

Pour la Direction, ce projet se présente à travers des chiffres, des tableaux, des objectifs de rentabilité et des économies attendues.

Pour nous, il s'agit de collègues avec lesquels nous travaillons parfois depuis des dizaines d'années. Il s'agit de salariés qui ont donné une grande partie de leur vie professionnelle à Ciblex. Il s'agit de familles qui s'inquiètent pour leur avenir, de parcours professionnels menacés et de compétences que l'entreprise risque de perdre définitivement.

138 postes, ce ne sont pas 138 lignes dans un tableau Excel.

Ce sont 138 postes de travail, des métiers, des compétences et des vies directement concernés par ce projet. Et au-delà des suppressions annoncées, ce sont tous les salariés de Ciblex qui risquent de subir les conséquences de cette réorganisation.

Nous refusons que la logique financière prenne le pas sur la dignité humaine, la santé au travail et l'avenir de notre entreprise.

CE QUE LA CGT REFUSE

- La suppression de 138 postes et la destruction de compétences indispensables au fonctionnement de Ciblex.
- Que les salariés paient les conséquences des choix stratégiques imposés par le groupe Walden.
- La dégradation des conditions de travail et l'augmentation de la charge supportée par les équipes restantes.
- Les transferts de missions sans moyens humains et matériels adaptés.
- Les objectifs de productivité déconnectés des réalités du terrain.
- Une concertation de façade destinée à accompagner des décisions déjà prises.
- Une stratégie de réduction des coûts qui fragiliserait davantage notre réseau et nos marchés historiques.

CE QUE LA CGT EXIGE

- **Le retrait pur et simple de ce projet de PSE et des 138 suppressions de postes annoncées.**
- L'ouverture de véritables négociations sur l'avenir industriel, économique et social de Ciblex.
- La présentation d'un projet de développement permettant de préserver les emplois et de reconquérir nos marchés historiques.
- Une analyse transparente des conséquences des orientations stratégiques passées, notamment du projet Osmose.

- La communication de données fiables sur les volumes d'activité, les effectifs, les organisations et les charges de travail, agence par agence et métier par métier.
- La prise en compte du travail réel, des conditions de travail et des alertes formulées par les salariés.
- Le maintien des compétences et des savoir-faire indispensables à l'avenir de l'entreprise.
- **Le respect des salariés, de leurs représentants et de leur droit à contester les décisions patronales.**

CIBLEX A UN AVENIR. NOUS REFUSONS QU'IL SE CONSTRUISE SUR LA DESTRUCTION DE NOS EMPLOIS!

Nous sommes convaincus que Ciblex possède encore des atouts. Notre réseau, notre connaissance des clients, notre expérience du transport express et les compétences des salariés constituent une richesse qu'il faut préserver et développer.

L'avenir de Ciblex ne peut pas se résumer à fermer des agences, supprimer des postes et demander toujours plus à ceux qui restent. Nous refusons cette logique.

Nous refusons de voir disparaître des années de savoir-faire pour compenser des orientations stratégiques que nous n'avons jamais choisies.

Nous refusons que les salariés soient considérés comme un coût à réduire plutôt que comme la première richesse de l'entreprise.

La CGT ne cautionnera pas un projet de casse sociale présenté comme une fatalité économique.

Nous continuerons à poser les questions qui dérangent, à contester les chiffres qui ne sont pas justifiés, à défendre des alternatives et à porter les revendications des salariés.

Nous le savons : nous ne pourrions obtenir de véritables avancées sans l'engagement de ceux qui font battre le cœur de Ciblex. C'est pour cela que dès demain nous allons solliciter l'intersyndicale pour organiser des journées de mobilisation

Nous appelons chacune et chacun à se tenir prêts à se mobiliser. Face à des décisions qui engagent notre avenir à tous, nous ne pouvons pas rester spectateurs.

C'est ensemble, dans l'unité et par notre mobilisation collective, que nous pourrions construire le rapport de force nécessaire pour faire entendre nos revendications et défendre notre avenir.

138 POSTES MENACÉS : 138 RAISONS DE NE RIEN LÂCHER ! CIBLEX, C'EST NOUS QUI LA FAISONS VIVRE ! ENSEMBLE, DÉFENDONS NOS EMPLOIS, NOS MÉTIERS ET NOTRE AVENIR!

LA CGT CIBLEX